24.042

MESSAGE CONCERNANT LE SUPPLÉMENT II AU BUDGET 2024

du 20 septembre 2024

Monsieur le Président du Conseil national,
Madame la Présidente du Conseil des États,
Mesdames, Messieurs,

Par le présent message, nous soumettons à votre approbation *le projet de supplément II au budget 2024*, conformément aux projets d'arrêtés ci-joints.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 20 septembre 2024

Au nom du Conseil fédéral suisse :

La présidente de la Confédération,
Viola Amherd

Le chancelier de la Confédération,
Viktor Rossi

TABLE DES MATIÈRES

A	RAPPORT CONCERNANT LE SUPPLÉMENT	5
	RÉSUMÉ	5
1	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES DANS LE BUDGET DE LA CONFÉDÉRATION	7
11	APERÇU DES CHIFFRES	7
12	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES PAR DÉPARTEMENT ET UNITÉ ADMINISTRATIVE	8
2	CRÉDITS D'ENGAGEMENT	15
B	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES DANS LES COMPTES SPÉCIAUX	17
1	FONDS D'INFRASTRUCTURE FERROVIAIRE	17
11	CRÉDIT SUPPLÉMENTAIRE DESTINÉ AU MAINTIEN DE LA QUALITÉ	17
12	RELÈVEMENT DU PLAFOND DES DÉPENSES	18
C	INFORMATIONS	19
1	REPORTS DE CRÉDITS DANS LES COMPTES SPÉCIAUX	19
2	DÉPASSEMENTS DE CRÉDITS EN FAVEUR DE CERTAINES PROVISIONS	21
D	BASES LÉGALES RÉGISSANT LES CRÉDITS	23
E	ARRÊTÉS FÉDÉRAUX	25
1	ARRÊTÉ FÉDÉRAL IA CONCERNANT LE SUPPLÉMENT II AU BUDGET 2024 (PROJET)	25
2	ARRÊTÉ FÉDÉRAL IB CONCERNANT LE CADRE FINANCIER INSCRIT AU SUPPLÉMENT II AU BUDGET 2024 (PROJET)	27
3	ARRÊTÉ FÉDÉRAL II CONCERNANT LES PRÉLÈVEMENTS SUR LE FONDS D'INFRASTRUCTURE FERROVIAIRE POUR L'ANNÉE 2024 (PROJET)	29

RÉSUMÉ

Le Conseil fédéral sollicite 7 crédits supplémentaires d'un montant total de 302,1 millions, dont 185 millions sont requis à titre extraordinaire pour les personnes à protéger en provenance d'Ukraine. D'autres crédits supplémentaires importants sont destinés aux mesures transitoires relatives au paquet Horizon (86 mio) et à l'accueil extra-familial pour enfants (14,2 mio). Par ailleurs, un supplément de 154,2 millions au titre du maintien de la qualité est sollicité pour le fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF).

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES DANS LE BUDGET DE LA CONFÉDÉRATION

Par la voie du supplément II au budget 2024, le Conseil fédéral sollicite 7 crédits supplémentaires d'un montant total de 302,1 millions, dont 185 millions sont requis à titre extraordinaire. Les crédits supplémentaires concernent essentiellement les domaines suivants :

- *Ukraine – contributions aux cantons (185,0 mio)* : vu l'évolution de la guerre en Ukraine, le Conseil fédéral a prolongé le 1^{er} novembre 2023 (jusqu'en mars 2025) et le 4 septembre 2024 (jusqu'en mars 2026) la durée du statut de protection S accordé, pour une durée limitée, aux personnes à protéger en provenance d'Ukraine. Selon les prévisions actuelles, un nombre moyen de 63 500 bénéficiaires du statut de protection S auront recours à l'aide sociale en 2024. Lors de l'établissement du budget, ce chiffre avait été estimé à 50 000. Par conséquent, les versements aux cantons au titre des contributions à l'aide sociale et des mesures de soutien (programme S) augmentent proportionnellement à cet écart. Comme cela avait été le cas pour le crédit porté au budget 2024, le crédit supplémentaire est sollicité à titre extraordinaire. Il sera partiellement compensé dans le budget ordinaire (100 mio), car le nombre des forfaits d'intégration diminue.
- *Mesures transitoires relatives au paquet Horizon (86,0 mio)* : depuis juin 2021, la Suisse a le statut de pays tiers non associé au programme de recherche de l'UE pour la recherche et l'innovation « Horizon Europe ». Par suite de l'exclusion de la Suisse du programme Horizon Europe 2021-2027, le Conseil fédéral a adopté des mesures transitoires. Celles-ci sont financées en fonction des besoins effectifs et de l'état d'avancement de chaque projet. Les fonds supplémentaires requis en 2024 résultent principalement des versements liés aux appels d'offres 2021 à 2023 pour les instruments d'encouragement neufs ou restructurés que l'UE avait lancés avec un certain retard. Les possibilités de participer à ces appels d'offres n'étant pas encore pleinement connues au moment de l'établissement du budget, aucun moyen financier n'était prévu à ce titre. Le montant sollicité sera compensé au cours des années 2026 à 2030. Comme le crédit supplémentaire permet d'anticiper certains versements, les fonds requis au cours des années suivantes diminueront en conséquence.
- *Accueil extra-familial pour enfants (14,2 mio)* : le Parlement pilote les aides financières en matière d'accueil extra-familial au moyen de crédits d'engagement. Les montants requis à ce titre dépendent du nombre de demandes déposées et des places d'accueil que ces demandes permettent de cofinancer. 4000 places supplémentaires devraient être créées en 2024 (+ 6,7 mio). En outre, des dépenses additionnelles au titre des aides financières résultent de l'augmentation des subventions accordées par les cantons et les communes, que ce soit en raison de nouvelles demandes, de réexamens ou d'un décompte tardif (+ 7,5 mio).

S'élevant à 16,8 millions au total, les autres crédits supplémentaires portent sur divers objets (voir le chap. A 12).

La Délégation des finances a reconnu le caractère urgent du supplément sollicité par la Commission de la concurrence, et destiné au remboursement d'une sanction infligée à Swisscom (7,8 mio), dans le but d'éviter des coûts supplémentaires.

Même compte tenu des augmentations de crédits sollicitées, les exigences du frein à l'endettement sont respectées au budget ordinaire.

CRÉDITS D'ENGAGEMENT

Les crédits d'engagement permettent à la Confédération de prendre des engagements contractuels s'étendant au-delà de l'exercice en cours. Les contrats en cours avec les centrales de réserve arrivant à échéance au printemps 2026, un crédit d'engagement de 50 millions est sollicité pour l'étude de projet relative à de nouvelles centrales de réserve. Il est soumis au frein aux dépenses. Voir à ce sujet le chap. A 2.

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES DANS LES COMPTES SPÉCIAUX

Par la voie d'un arrêté fédéral séparé, une augmentation de 154,2 millions au total du crédit budgétaire du FIF consacré au maintien de la qualité de l'infrastructure ferroviaire (A236.0130) est sollicitée. Cette rallonge implique également un relèvement de 54 millions du plafond des dépenses correspondant Z0036.04 « Exploitation et maintien de la qualité de l'infrastructure ferroviaire 2021-2024 ». Voir à ce sujet le chap. B 1.

REPORTS DE CRÉDITS DANS LES COMPTES SPÉCIAUX

Les retards enregistrés dans la progression des travaux en 2023 ayant pu être comblés entre-temps, le Conseil fédéral a reporté à l'exercice en cours un montant de 16,2 millions au sein du FIF (A236.0132 Rail 2000 / ZEB). Voir à ce sujet le chap. C 1.

DÉPASSEMENTS DE CRÉDITS EN FAVEUR DE CERTAINES PROVISIONS

L'art. 36, al. 4, de la loi sur les finances (LFC) autorise le Conseil fédéral à dépasser des crédits notamment s'il ne dispose que d'un faible pouvoir d'appréciation et que le Parlement lui en a donné la compétence. L'arrêté fédéral la concernant le présent message vise à exempter trois provisions de l'obligation de solliciter un crédit supplémentaire, des conditions restrictives s'appliquant toutefois (voir l'art. 4 de l'AF Ia). La charge de travail de la Délégation des finances lors de la clôture de l'exercice 2024 sera ainsi allégée. Voir à ce sujet le chap. C 2.

1 CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES DANS LE BUDGET DE LA CONFÉDÉRATION

11 APERÇU DES CHIFFRES

Des dépenses de 302,1 millions sont sollicitées par la voie du supplément II au budget 2024, dont 185 millions sont requis à titre extraordinaire pour les personnes à protéger en provenance d'Ukraine. Compte tenu des compensations, les dépenses au budget ordinaire s'accroîtront de 16,9 millions. Les exigences du frein à l'endettement sont respectées.

APERÇU DES CHIFFRES

mio CHF	CS I 2024	CS II 2024	Total CS 2024
Crédits supplémentaires	605,5	302,1	907,5
Crédits supplémentaires selon la procédure ordinaire	605,5	294,3	899,7
Crédits supplémentaires urgents (avec crédit provisoire)	-	7,8	7,8
Compte de résultats / compte des investissements (art. 1 et 2 AF)			
Dépenses courantes	605,5	302,1	907,5
Dépenses d'investissement	-	-	-
Frein à l'endettement (art. 3 AF)			
Dépenses	605,5	302,1	907,5
<i>Dépenses ordinaires</i>	<i>605,5</i>	<i>117,1</i>	<i>722,5</i>
<i>Dépenses extraordinaires</i>	<i>-</i>	<i>185,0</i>	<i>185,0</i>
Conséquences pour les finances fédérales			
Compensations	22,8	100,1	122,9
<i>dans le budget ordinaire</i>	<i>22,8</i>	<i>100,1</i>	<i>122,9</i>
<i>dans le budget extraordinaire</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Reports de crédits	14,9	-	14,9
<i>dans le budget ordinaire</i>	<i>14,9</i>	<i>-</i>	<i>14,9</i>
<i>dans le budget extraordinaire</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Suppléments et reports de crédits après déduction des compensations	597,5	201,9	799,5
<i>Dépenses ordinaires</i>	<i>597,5</i>	<i>16,9</i>	<i>614,5</i>
<i>Dépenses extraordinaires</i>	<i>-</i>	<i>185,0</i>	<i>185,0</i>

Les crédits sollicités dans le cadre du supplément II se montent à 302,1 millions. Une part de 185 millions concerne des dépenses extraordinaires. Celles-ci sont partiellement compensées (100 mio) au budget ordinaire. Un crédit urgent (7,8 mio) a dû être accordé pour les suppléments sollicités.

Compte tenu du supplément I déjà approuvé, les dépenses supplémentaires s'élèvent au total à 614,5 millions au budget ordinaire 2024 (reports de crédits et compensations inclus). Le budget approuvé par le Parlement pour l'exercice 2024 affiche un excédent structurel de 0,3 million. Conformément à l'art. 35 de la loi sur les finances (LFC ; RS 611.0), des suppléments peuvent toutefois être sollicités au-delà de ce montant si leur niveau est inférieur à celui des parts de crédits qui ne seront probablement pas utilisées. D'après l'extrapolation effectuée à fin juin, les soldes de crédits devraient s'élever à 2,3 milliards en 2024 (Ø 2014 à 2023 : 2,5 mrd). Même compte tenu des dépassements de crédits attendus au compte annuel (environ 0,8 mrd), les dépenses devraient donc rester en dessous du plafond des dépenses fixé dans le budget en vertu du frein à l'endettement.

12 CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES PAR DÉPARTEMENT ET UNITÉ ADMINISTRATIVE

Les suppléments les plus importants portent sur le statut de protection S (185,0 mio), les mesures transitoires Horizon (86,0 mio) et l'accueil extra-familial pour enfants (14,2 mio).

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES PAR DÉPARTEMENT ET UNITÉ ADMINISTRATIVE

CHF		Montant	Crédit provisoire	Compensations
Total		302 069 432	7 804 032	100 135 500
Autorités et tribunaux (A+T)		-	-	-
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)		-	-	-
Département fédéral de l'intérieur (DFI)		15 129 900	-	-
318	Office fédéral des assurances sociales	15 129 900	-	-
A200.0001	Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)	892 000	-	-
A231.0244	Accueil extra-familial pour enfants	14 237 900	-	-
Département fédéral de justice et police (DFJP)		193 000 000	-	100 000 000
403	Office fédéral de la police	8 000 000	-	-
A231.0149	Tâches extraord. de protec. incomb. aux cantons et villes	8 000 000	-	-
420	Secrétariat d'État aux migrations	185 000 000	-	100 000 000
A290.0144	Ukraine: contributions aux cantons	185 000 000	-	100 000 000
Dép. fédéral défense, protection de la population et sports (DDPS)		-	-	-
Département fédéral des finances (DFF)		-	-	-
Dép. féd. de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)		93 939 532	7 804 032	135 500
724	Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays	135 500	-	135 500
A231.0416	COVID: stock d'éthanol	135 500	-	135 500
727	Commission de la concurrence	7 804 032	7 804 032	-
A202.0201	Remboursement de sanctions et d'amendes	7 804 032	7 804 032	-
750	Sec. d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation	86 000 000	-	-
A231.0435	Mesures transitoires relatives au paquet Horizon 2021-2027	86 000 000	-	-
Dép. féd. environn., transports, énergie et communication (DETEC)		-	-	-

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'INTÉRIEUR

CHF		C 2023	B 2024	CS II 2024	en % B 2024
Total				15 129 900	
318	Office fédéral des assurances sociales			15 129 900	
A200.0001	Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)	74 283 290	76 084 000	892 000	1,2
	dont compensé			-	
	Crédit provisoire			-	
A231.0244	Accueil extra-familial pour enfants	62 694 922	43 307 100	14 237 900	32,9
	dont compensé			-	
	Crédit provisoire			-	

318 OFFICE FÉDÉRAL DES ASSURANCES SOCIALES

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire) 892 000

L'Union européenne (UE) a annoncé fin 2023 un changement de technologie en lien avec le passage à la nouvelle version du logiciel AP (*Access Point*), qui permet de transmettre les formulaires électroniques de sécurité sociale aux autres États membres de l'UE et de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Une technologie à source ouverte remplacera la technologie Microsoft utilisée jusqu'à présent (Biztalk, MS SQL). La Suisse étant tenue de suivre cette évolution technologique, il en résulte des coûts supplémentaires. De plus, l'application *Applicable Legislation Portal Switzerland* (ALPS), utilisée pour le traitement des formulaires dans le cadre de la législation en vigueur, fait l'objet d'un important développement. Un crédit supplémentaire de 892 000 francs est sollicité, car les moyens portés au budget 2024 ne sont pas suffisants. Tout comme les ressources déjà inscrites au budget, ces dépenses supplémentaires seront intégralement couvertes par des émoluments en 2025.

A231.0244 Accueil extra-familial pour enfants 14 237 900

Les montants requis pour la création de places d'accueil extra-familial dépendent du nombre de demandes déposées et des places d'accueil que ces demandes permettent de cofinancer. Alors que le nombre des nouvelles places d'accueil avait enregistré une baisse pendant les années de la pandémie de COVID-19, il a nettement augmenté en 2022 et 2023. En 2023, 4347 places d'accueil ont été créées et 4000 autres devraient l'être en 2024. Un surcroît des dépenses au titre des aides financières est attendu en 2024 en raison de la hausse des subventions accordées par les cantons et les communes en 2023, que ce soit à la suite de nouvelles demandes, de réexamens ou de la clôture tardive d'un décompte (+ 7,5 mio). Cette évolution n'était pas encore quantifiable au moment de l'adoption du budget 2024. Un crédit supplémentaire d'un montant total de 14,2 millions est par conséquent sollicité (6,7 mio pour la création de places d'accueil, 7,5 mio pour l'augmentation des subventions). Ces dépenses supplémentaires seront financées dans le cadre des crédits d'engagement déjà ouverts.

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE JUSTICE ET POLICE

CHF		C 2023	B 2024	CS II 2024	en % B 2024
Total				193 000 000	
403	Office fédéral de la police			8 000 000	
A231.0149	Tâches extraord. de protec. incomb. aux cantons et villes	20 977 779	22 772 000	8 000 000	35,1
	dont compensé			-	
	Crédit provisoire			-	
420	Secrétariat d'État aux migrations			185 000 000	
A290.0144	Ukraine: contributions aux cantons	1 069 864 224	1 205 957 200	185 000 000	15,3
	dont compensé			100 000 000	
	Crédit provisoire			-	

403 OFFICE FÉDÉRAL DE LA POLICE

**A231.0149 Tâches extraordinaires de protection incombant
aux cantons et aux villes 8 000 000**

Le 18 mars 2024, le canton de Nidwald a demandé au Conseil fédéral de qualifier comme événement extraordinaire la conférence de haut niveau sur la paix en Ukraine, qui s'est tenue les 15 et 16 juin 2024 au Bürgenstock. De cette manière, il peut être indemnisé par la Confédération pour les frais de sécurité, conformément aux art. 22 et 28 de la loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI ; RS 120) et aux art. 48 à 50 de l'ordonnance sur la protection des personnes et des bâtiments relevant de la compétence fédérale (OPF ; RS 120.72). Lors de sa séance du 7 juin 2024, le Conseil fédéral a défini la conférence comme événement extraordinaire. L'Office fédéral de la police estime qu'il participera aux frais de sécurité à hauteur de 80 %. L'indemnité à verser devrait se monter à 8 millions, mais son montant exact ne pourra être fixé que lorsque le décompte des frais de sécurité effectivement imputables sera disponible. L'événement n'ayant pu être prévu au moment de l'établissement du budget 2024, aucun moyen n'a été porté au budget à cet effet.

420 SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX MIGRATIONS

A290.0144 Ukraine : contributions aux cantons 185 000 000

Le budget 2024 du Secrétariat d'État aux migrations (SEM) prévoit 1,2 milliard au titre des contributions aux cantons en lien avec le statut de protection S. Le budget avait été établi en partant de l'hypothèse que le statut de protection S pourrait être levé à l'été 2024 et que 50 000 ressortissants ukrainiens en moyenne relevant de la compétence financière de la Confédération séjourneraient en Suisse en 2024. Vu l'évolution de la guerre en Ukraine, le Conseil fédéral a décidé le 1^{er} novembre 2023 de ne pas lever le statut de protection S avant mars 2025 et de prolonger les mesures de soutien spécifiques aux personnes à protéger en provenance d'Ukraine (programme S). Il n'a toutefois pas soumis une annonce tardive concernant le budget 2024, car il estimait que les dépenses supplémentaires liées aux forfaits globaux et aux forfaits d'intégration seraient compensées par une diminution des dépenses au titre des forfaits d'aide d'urgence et des aides au retour. En outre, le nombre de personnes bénéficiant du statut de protection S et leur taux d'activité ne pouvaient pas être quantifiés avec certitude. Selon les estimations actuelles, 63 500 personnes en moyenne bénéficiant du statut de protection S relèveront de la compétence financière de la Confédération en 2024. C'est pourquoi les moyens requis pour les versements aux cantons au titre des contributions à l'aide sociale et du programme S augmentent en conséquence.

Conformément à l'art. 10, al. 2, de l'arrêté fédéral la du 21 décembre 2023 concernant le budget pour l'année 2024, le présent crédit est exempté de l'obligation de solliciter un crédit supplémentaire si son relèvement est requis par une hausse quantitative ou par une hausse des taux. Or, ceci n'est pas le cas, puisque les besoins supplémentaires découlent de l'augmentation des forfaits due au renchérissement et, dans une moindre mesure, de celle du nombre de personnes. C'est pourquoi un crédit supplémentaire totalisant 185 millions est sollicité.

Sur cette somme, un montant de 100 millions peut être compensé dans le crédit A231.0159 « Mesures d'intégration des étrangers ». La compensation s'effectue dans le domaine des contributions en faveur de l'encouragement de l'intégration des personnes admises à titre provisoire et des réfugiés reconnus dans le cadre des programmes d'intégration cantonaux (forfait d'intégration PIC). La diminution des besoins à ce titre résulte de la baisse du nombre de décisions relatives au droit de rester en Suisse. En raison de la hausse des demandes d'asile, la priorité a été accordée au traitement des demandes déposées dans le cadre de la procédure Dublin et des cas faisant l'objet d'une décision exécutoire ainsi qu'aux renvois. De cet ordre des priorités, il a résulté une diminution globale des décisions relatives au droit de rester en Suisse et, par conséquent, une baisse des forfaits d'intégration versés.

DÉP. FÉD. DE L'ÉCONOMIE, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

CHF		C 2023	B 2024	CS II 2024	en % B 2024
Total				93 939 532	
724	Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays			135 500	
A231.0416	COVID: stock d'éthanol	468 200	461 500	135 500	29,4
	dont compensé			135 500	
	Crédit provisoire			-	
727	Commission de la concurrence			7 804 032	
A202.0201	Remboursement de sanctions et d'amendes	-	-	7 804 032	-
	dont compensé			-	
	Crédit provisoire			7 804 032	
750	Sec. d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation			86 000 000	
A231.0435	Mesures transitoires relatives au paquet Horizon 2021-2027	380 994 124	456 245 100	86 000 000	18,8
	dont compensé			-	
	Crédit provisoire			-	

724 OFFICE FÉDÉRAL POUR L'APPROVISIONNEMENT ÉCONOMIQUE DU PAYS**A231.0416 COVID : stock d'éthanol****135 500**

Afin d'assurer un approvisionnement suffisant du pays, des stocks de 6000 tonnes d'éthanol sont détenus. Compte tenu de la structure particulière du marché de l'éthanol, leur constitution est assurée par une entreprise privée. D'une part, conformément au contrat de garantie, les frais de stockage doivent être adaptés au renchérissement à terme échu. D'autre part, le capital investi dans le stockage d'éthanol, d'un montant de 7,8 millions, est rémunéré. Le taux d'intérêt déterminant pour le calcul des intérêts (SARON) s'élevait à 1,322 % en 2023 et a nettement augmenté par rapport à 2022 (0,0484 %). Ni la hausse des intérêts ni celle du renchérissement n'étaient prévisibles. Pour cette raison, un crédit supplémentaire de 135 500 francs est sollicité, qui sera intégralement compensé sur le crédit A200.0001 « Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire) » de l'OFAE.

727 COMMISSION DE LA CONCURRENCE**A202.0201 Remboursement de sanctions et d'amendes****7 804 032**

Le 5 mars 2024, le Tribunal fédéral a accepté un recours de Swisscom en relation avec une décision de la COMCO (2C_698 / 2021). Le 14 juillet 2021, la COMCO avait infligé une sanction de plus de 7 millions à Swisscom pour violation du droit des cartels lors d'un appel d'offres de la Poste Suisse en 2008. Le Tribunal administratif fédéral avait confirmé la sanction (B-8386 / 2015). Le Tribunal fédéral a maintenant annulé le jugement de ce dernier et, par conséquent, la décision de sanction de la COMCO. Le montant perçu en 2021 doit donc être remboursé, ce qui n'était pas prévisible au moment de l'établissement du budget. Pour cette raison, un crédit supplémentaire de 7 804 032 francs est sollicité. Si le remboursement n'avait pas été opéré avant le 10 septembre 2024, un intérêt de 5 % aurait dû être payé conformément à l'art. 104 CO (RS 220). Pour éviter ces coûts supplémentaires, la Délégation des finances a approuvé un crédit urgent.

750 SECRÉTARIAT D'ÉTAT À LA FORMATION, À LA RECHERCHE ET À L'INNOVATION**A231.0435 Mesures transitoires relatives au paquet Horizon 2021-2027 86 000 000**

Par suite de l'exclusion de la Suisse du programme Horizon Europe 2021-2027, le Conseil fédéral a adopté des mesures transitoires. Les contributions sont versées sur la base des besoins réels en fonction de l'avancement des projets, soit directement aux personnes menant les recherches (financement direct), soit par l'intermédiaire des organes chargés de la mise en œuvre (Fonds national suisse, Innosuisse et Agence spatiale européenne [ESA]). Chaque année, le Conseil fédéral fixe le montant des mesures transitoires prévues pour l'année en cours. Début 2024, il est apparu que les moyens budgétisés pour les mesures transitoires 2021-2023 n'étaient pas suffisants. Les fonds supplémentaires requis en 2024 résultent principalement des versements liés aux appels à propositions 2021 à 2023 pour les instruments d'encouragement neufs ou restructurés que l'UE avait lancés avec un certain retard. Les possibilités de participer à ces appels à proposition n'étant pas encore pleinement connues au moment de l'établissement du budget, aucun moyen financier n'était prévu à ce titre. Un crédit supplémentaire de 86 millions est donc sollicité à cet effet.

À défaut de cette rallonge, en particulier les projets soutenus au moyen d'un financement direct pourraient subir des retards. Le montant sollicité sera compensé au titre des mesures transitoires sur la période allant de 2026 à 2030. Comme le crédit supplémentaire permet d'anticiper certains versements, les fonds requis au cours des années suivantes diminueront en conséquence.

2 CRÉDITS D'ENGAGEMENT

Les contrats en cours avec les centrales de réserve exploitées actuellement arrivant à échéance au printemps 2026, un crédit d'engagement de 50 millions est sollicité pour l'étude de projet relative à de nouvelles centrales de réserve.

CRÉDITS D'ENGAGEMENT DEMANDÉS PAR LA VOIE DU SUPPLÉMENT II

mio CHF	Crédit d'engagement (V) Crédit budgétaire (A)	Crédits d'engagement autorisés antérieurement	Crédit d'engage- ment sollicité/ crédit additionnel
Soumis au frein aux dépenses			50,0
Économie			
805 Étude projet et prestations préalables, centrales de réserve	V0377.01 A202.0191	-	50,0

805 OFFICE FÉDÉRAL DE L'ÉNERGIE

V0377.01 Étude de projet et prestations préalables, centrales de réserve **50 000 000**

Les contrats avec les centrales de réserve actuellement exploitées arrivent à échéance au printemps 2026. Pour garantir un passage sans rupture des anciennes aux nouvelles capacités de production, les travaux d'élaboration du projet de nouvelles centrales de réserve doivent commencer avant la fin des délibérations parlementaires sur la révision de la loi sur l'approvisionnement en électricité (Curia Vista 24.033). Afin de couvrir les risques financiers encourus par les responsables de projet en cas d'abandon consécutif à l'éventuel rejet du projet de loi, le Conseil fédéral a complété le 22 décembre 2023 l'art. 8 de l'ordonnance sur une réserve d'hiver (OIRH ; RS 734.722) par un nouvel al. 5. Il a ainsi créé la base légale permettant aux responsables de projet des nouvelles centrales de réserve d'obtenir une compensation destinée à couvrir les coûts générés par l'élaboration du projet et la fourniture des prestations préalables au cas où le projet de révision de la loi n'aboutirait pas.

Un crédit d'engagement de 50 millions est nécessaire pour que le DETEC puisse prendre des engagements contractuels portant sur des compensations financières en cas d'abandon du projet. Ce crédit couvre d'une part la compensation des coûts d'élaboration de projet jusqu'à un montant maximal de 10 millions. D'autre part, les prestations préalables nécessaires doivent être commandées à temps afin de respecter le calendrier prévu. Il pourrait en résulter des coûts s'élevant jusqu'à 40 millions. Le crédit d'engagement doit être disponible au 1^{er} janvier 2025 et est donc soumis au Parlement avec le présent message relatif au supplément II. Le cas échéant, les coûts seront assumés par les consommateurs d'électricité au moyen de la rémunération versée pour l'utilisation du réseau de transport et n'auront donc aucune incidence budgétaire pour la Confédération.

Le crédit d'engagement sollicité anticipe sur la décision de l'Assemblée fédérale et sur le résultat d'un éventuel vote référendaire portant sur l'utilité de la mise en place de nouvelles centrales de réserves par la Confédération. Dans le cas d'espèce, le Conseil fédéral estime que la présente demande est absolument nécessaire, vu l'obligation urgente de garantir à court et moyen termes l'approvisionnement en électricité.

Un nouveau crédit d'engagement destiné à la mise à disposition de nouvelles centrales de réserve ne sera vraisemblablement sollicité que lorsque les modalités de la révision de la loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEl ; RS 734.7) seront connues. De même, aucun crédit budgétaire ne sera demandé à titre préventif tant que les délibérations sur le projet de loi n'auront pas permis de clarifier la situation. Toute demande budgétaire à cet effet sera soumise aux Chambres fédérales à une date ultérieure.

1 FONDS D'INFRASTRUCTURE FERROVIAIRE

11 CRÉDIT SUPPLÉMENTAIRE DESTINÉ AU MAINTIEN DE LA QUALITÉ

Une augmentation du budget du fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF) de 154,2 millions destinée au maintien de la qualité de l'infrastructure ferroviaire est sollicitée par la voie d'un arrêté fédéral séparé.

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRE FONDS D'INFRASTRUCTURE FERROVIAIRE

mio CHF	C 2023	B 2024	CS II 2024
Maintien de la qualité de l'infrastructure ferroviaire	3 141,7	3 161,0	154,2
<i>dont compensé</i>			-
<i>Crédit provisoire</i>			-

A236.0130 **Maintien de la qualité de l'infrastructure ferroviaire** **154 201 927**

Sur la base de l'art. 51b de la loi fédérale sur les chemins de fer (LCdF ; RS 742.101), la Confédération finance les coûts non couverts de l'exploitation et de la maintenance de l'infrastructure ferroviaire. Pour mettre en œuvre les projets prêts à être réalisés des CFF (216 mio) et du RBS (49 mio) ainsi que de huit autres gestionnaires d'infrastructure (195 mio au total), des fonds supplémentaires totalisant 460 millions sont requis pour l'année 2024. Sur ce montant, 306 millions peuvent être compensés dans le cadre du crédit budgétaire par des fonds qui n'ont pas encore été affectés définitivement (réserve). Les besoins supplémentaires sont dus à différentes évolutions qui n'avaient pas pu être prévues lors du processus budgétaire. Il s'agit notamment de dommages causés par les forces naturelles, d'investissements de renouvellement anticipés des CFF, de surcoûts dans le projet d'agrandissement de la gare de Berne et de l'achat d'une parcelle par l'entreprise Aargauer Verkehr AG (AVA) pour la construction d'un dépôt. En outre, plusieurs autres projets enregistrent un surcroît des coûts en raison du renchérissement ou de l'échec d'appels d'offres et d'adjudications. Au final, le crédit supplémentaire à la charge du FIF requis pour le maintien de la qualité s'élève à 154 millions.

12 RELÈVEMENT DU PLAFOND DES DÉPENSES

L'augmentation du crédit budgétaire du FIF destiné au maintien de la qualité de l'infrastructure ferroviaire (+ 154,2 mio) implique un ajustement du plafond des dépenses (+ 54 mio).

PLAFONDS DES DÉPENSES SOLLICITÉS PAR LA VOIE DU SUPPLÉMENT II

mio CHF	Plafonds des dépenses (Z)	Plafonds des dépenses autorisés antérieurement	Plafonds des dépenses et augmentations sollicités
Soumis au frein aux dépenses			54,0
Fonds d'infrastructure ferroviaire			
Exploitation et maintien, infrastructure ferrov. 2021-2024	Z0036.04	14 765,0	54,0

Z0036.04 Exploitation et maintien de la qualité de l'infrastructure ferroviaire 2021-2024 **54 000 000**

Le plafond des dépenses alloué par le Parlement pour l'exploitation et le maintien de la qualité de l'infrastructure ferroviaire pour les années 2021 à 2024 s'élève à 14 765 millions. Afin que le crédit supplémentaire destiné au maintien de la qualité de l'infrastructure ferroviaire sollicité dans le présent message (154,2 mio) puisse être utilisé dans son intégralité, un relèvement de 54 millions au total du plafond des dépenses est demandé. Les quelque 100 millions restants sont couverts par l'augmentation du plafond des dépenses adoptée dans le cadre de l'arrêté fédéral la du 21 décembre 2023 concernant le budget pour l'année 2024 et par la diminution des charges d'exploitation.

1 REPORTS DE CRÉDITS DANS LES COMPTES SPÉCIAUX

La réalisation de projets ayant pris du retard en 2023, le Conseil fédéral a reporté sur l'année en cours des crédits du fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF) d'un montant total de 16,2 millions.

REPORTS DE CRÉDITS DANS LES COMPTES SPÉCIAUX

CHF	B 2023	B 2024	Reports de crédits 2023	en % B 2023
Fonds d'infrastructure ferroviaire			16 200 000	
Rail 2000/ZEB y compris corridor 4 m	303 454 200	190 597 477	16 200 000	5,3

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ENVIRONNEMENT, DES TRANSPORTS, DE L'ÉNERGIE ET DE LA COMMUNICATION

802 OFFICE FÉDÉRAL DES TRANSPORTS

A236.0132 Rail 2000 / ZEB y compris corridor 4 m **16 200 000**

Le Parlement avait approuvé un crédit de 190,6 millions au budget 2024. Des retards survenus en 2023 dans l'avancement des travaux ayant été comblés en 2024, le crédit budgétaire alloué pour 2024 n'est pas suffisant. Les moyens sollicités, d'un montant total de 16,2 millions, sont requis pour la réalisation dans les délais des projets suivants du programme « Futur développement de l'infrastructure ferroviaire » (ZEB) : « Liestal : désenchevêtrement », « Gare de Fribourg, 2^e passage inférieur pour personnes Ouest » et « Gare de Lausanne ». Un solde de crédit de 43,2 millions ayant été enregistré en 2023 par suite de retards dans les projets, un report de crédit est opéré. Le financement est assumé par le FIF.

2 DÉPASSEMENTS DE CRÉDITS EN FAVEUR DE CERTAINES PROVISIONS

L'art. 36, al. 4, de la loi sur les finances (LFC) autorise le Conseil fédéral à dépasser des crédits notamment s'il ne dispose que d'un faible pouvoir d'appréciation et que le Parlement lui en a donné la compétence. Par la voie du présent supplément, le recours à cette possibilité est sollicité pour augmenter, le cas échéant, trois provisions. Des conditions restrictives s'appliquent toutefois.

L'arrêté fédéral la concernant le budget pour l'année 2024 du 21 décembre 2023 précise à l'art. 10 dans quels cas le Conseil fédéral peut procéder à un dépassement de crédit, lorsqu'il ne dispose que d'un faible pouvoir d'appréciation (conformément à l'art. 36, al. 4, LFC). Font partie de cette catégorie notamment les intérêts passifs, les intérêts rémunératoires liés aux impôts et taxes et les apports à des provisions pour la prévoyance professionnelle.

Dans le cadre de l'arrêté fédéral la concernant le présent supplément II au budget 2024, le Conseil fédéral sollicite une nouvelle possibilité de dépassement de crédit en 2024. Celle-ci concerne les provisions pour l'évacuation du dépôt de munitions de Mitholz, pour les pertes liées aux cautions solidaires COVID et pour les garanties en faveur des entreprises de transport concessionnaires. L'augmentation des provisions ne sera plus soumise à l'obligation de solliciter un crédit supplémentaire, pour autant qu'elle soit liée à la mise à jour de paramètres de calcul exogènes qui servent à l'évaluation des provisions concernées. En outre, l'augmentation de la provision ne doit pas excéder un tiers du montant de la provision initiale (voir art. 4 du projet d'AF Ia).

Comme l'évaluation de provisions constitue une estimation, elle offre en principe une certaine marge d'appréciation. Celle-ci est toutefois faible dans le cadre d'une mise à jour des provisions effectuée au moyen de méthodes d'estimation éprouvées. Si l'augmentation d'une provision est due à une évolution sur laquelle la Confédération peut exercer une influence (par ex. un nouveau plan d'assainissement, un contrat de cautionnement modifié), elle doit être soumise à la Délégation des finances. Tel n'est toutefois pas le cas si elle repose sur une estimation actualisée des paramètres de calcul (par ex. mise à jour du taux de défaillance pour les crédits de transition COVID-19, révision à la hausse des hypothèses sur le renchérissement). La charge de travail de la Délégation des finances lors de la clôture de l'exercice 2024 sera ainsi allégée. Le Parlement se prononcera définitivement sur ces dépassements de crédit lors de l'adoption de l'arrêté fédéral concernant le compte d'État 2024.

Le Conseil fédéral sollicite ce type de dépassement de crédit également pour l'année 2025, dans le cadre du message du 21 août 2024 sur le budget 2025 avec PITF.

1 BASES LÉGALES RÉGISSANT LES CRÉDITS

En accordant un crédit supplémentaire, le Parlement augmente le budget de l'exercice en cours. Requis en raison d'événements inattendus, les moyens supplémentaires sollicités ne peuvent pas être ajournés. La procédure à suivre est définie dans la loi sur les finances.

Quand bien même nous veillons à ce que le budget soit élaboré avec soin et à ce que les crédits soient régulièrement contrôlés, il peut arriver que certains crédits budgétaires adoptés se révèlent insuffisants au cours de l'exercice. Ce fait s'explique le plus souvent par

- les nouvelles décisions du Conseil fédéral ou du Parlement, qui n'étaient pas clairement prévisibles, ni même en discussion lorsque le budget a été établi ;
- l'évolution inattendue d'importants facteurs générateurs de charges et de dépenses d'investissement.

Lorsqu'une charge ou une dépense d'investissement ne peut pas être reportée sur l'année suivante, il y a lieu de solliciter un *crédit supplémentaire* (art. 33 de la loi sur les finances [LFC ; RS 611.0]). Le crédit supplémentaire sera dûment justifié dans la demande. Il s'agit de montrer que les besoins financiers en question sont nécessaires, qu'ils ne pouvaient pas être prévus à temps et par conséquent pas portés au budget, et qu'un ajournement entraînerait de graves répercussions.

Le Conseil fédéral peut arrêter, avec l'assentiment de la Délégation des finances, un crédit pour *une charge ou une dépense d'investissement urgente* avant l'adoption du crédit supplémentaire par l'Assemblée fédérale lorsque cette charge ou cette dépense ne peut être ajournée (crédit urgent). Pour porter le moins possible atteinte à la souveraineté financière du Parlement, le Conseil fédéral fait preuve de la plus grande réserve dans l'octroi des crédits urgents. Tous les suppléments accordés à titre urgent seront soumis à l'approbation ultérieure de l'Assemblée fédérale (art. 34 LFC ; art. 25 de l'ordonnance sur les finances de la Confédération [OFC ; RS 611.07]). La loi sur les finances prévoit une procédure similaire pour les crédits d'engagement (art. 28, al. 2, LFC).

Dans des cas bien définis, aucune demande de crédit supplémentaire n'est nécessaire (art. 36 LFC). Les montants concernés sont alors considérés comme des *dépassements de crédit* et soumis au Parlement pour approbation a posteriori dans le cadre du compte d'État. Concrètement, il s'agit : des parts de tiers non budgétisées à certaines recettes (par ex. les parts des cantons à l'IFD ou de l'AVS à la TVA), des contributions aux assurances sociales si elles sont liées à l'évolution des recettes de la TVA ou fixées dans la loi (par ex. les contributions de la Confédération à l'AVS et l'AI), des apports à des fonds, s'ils proviennent de recettes affectées ou sont fixés dans la loi (par ex. les apports au FIF, au FORTA et au fonds alimenté par le supplément), de l'utilisation de recettes affectées, s'il existe une obligation de prestations (par ex. les recettes de la taxe sur le CO₂), des amortissements planifiés et des provisions non budgétisées ainsi que des charges dues à des différences de cours de devises étrangères ou à une réduction de la circulation monétaire. Les crédits budgétaires relevant du domaine propre peuvent en outre être dépassés de 1 %, mais de 10 millions de francs au maximum. Enfin, le Conseil fédéral peut dépasser d'autres crédits sans demande de crédit supplémentaire si l'arrêté fédéral concernant le budget ou un crédit supplémentaire le prévoit et si le Conseil fédéral ne dispose que d'un faible pouvoir d'appréciation pour les charges et les dépenses d'investissement.

Il est possible de solliciter, en même temps que les suppléments de crédits, de nouveaux *crédits d'engagement* ou des crédits additionnels destinés à compléter les crédits d'engagement déjà votés mais insuffisants, à condition toutefois que lesdites demandes ne doivent pas faire l'objet d'un message spécial au Parlement (art. 21 ss LFC ; art. 10 ss OFC).

Les *transferts de crédits* ne font généralement pas l'objet de crédits supplémentaires. Ils correspondent à l'autorisation, donnée au Conseil fédéral par le biais des décisions du Parlement concernant le budget et ses suppléments, d'augmenter un crédit budgétaire aux dépens d'un autre (en vertu de l'art. 20, al. 5, OFC). Les transferts de crédits ainsi autorisés s'appliquent uniquement à l'exercice budgétaire concerné.

Le report de crédit constitue un cas particulier. Un crédit budgétaire voté l'année précédente, mais qui n'a pas pu être entièrement utilisé, peut faire l'objet d'un report à l'exercice en cours en vue d'assurer la poursuite ou l'achèvement d'un projet pour lequel le crédit budgétisé est insuffisant (art. 37, al. 1, LFC ; art. 26 OFC). Grâce au report de crédit, l'incitation est moindre d'utiliser à tout prix les soldes de crédits éventuels en engageant des dépenses qui ne sont pas absolument prioritaires. Le Conseil fédéral fournit les renseignements à ce sujet dans le cadre des messages concernant les crédits supplémentaires ou le compte d'État.

Arrêté fédéral Ia concernant le supplément II au budget 2024

Projet

du xx décembre 2024

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu l'art. 167 de la Constitution¹,
vu le message du Conseil fédéral du 20 septembre 2024²,
arrête :

Art. 1 Crédits supplémentaires

Pour l'année 2024, des charges de 302 069 432 francs dans le cadre du compte de résultats sont autorisées au titre du second supplément au budget 2024 de la Confédération suisse, selon liste spéciale³.

Art. 2 Frein à l'endettement

Le plafond des dépenses totales défini à l'art. 3, al. 2 de l'arrêté fédéral Ia du 21 décembre 2023 concernant le budget pour l'année 2024⁴ est, conformément à l'art. 126, al. 3, de la Constitution, augmenté de 185 000 000 de francs.

Art. 3 Crédits d'engagement soumis au frein aux dépenses

Le crédit d'engagement suivant est autorisé, selon liste spéciale⁵:

	francs
Étude projet et prestations préalables, centrales de réserve	50 000 000

¹ RS 101

² Non publié dans la FF

³ Voir le message concernant le supplément II au budget 2024, partie A, ch. 12 ; non publié dans la FF

⁴ FF 20xx xxxx

⁵ Voir le message concernant le supplément II au budget 2024, partie A, ch. 2 ; non publié dans la FF

Art. 4 Dépassements de crédits au sens de l'art. 36, al. 4, LFC

Les crédits budgétaires suivants peuvent être dépassés en vue du relèvement d'une provision, si ce relèvement est lié à la mise à jour de paramètres de calcul que la Confédération ne peut pas influencer, et que son montant n'excède pas un tiers de la provision initiale :

501	SG-DDPS	A202.0183	Réduction des risques à Mitholz
704	SECO	A231.0411	COVID: cautionnements
802	OFT	A231.0387	Engagement financier pour garanties octroyées

Art. 5 Modification d'un autre acte

L'acte législatif ci-après est modifié comme suit

Arrêté fédéral Ia du 21 décembre 2023⁶ concernant le budget pour l'année 2024

Art. 11, ch. 5, al. 1

¹ Un plafond de dépenses de 14 819 millions de francs est alloué pour financer l'exploitation et la maintenance de l'infrastructure ferroviaire ainsi que les tâches systémiques dans ce domaine pour les années 2021 à 2024.

Art. 6 Disposition finale

Le présent arrêté n'est pas soumis au référendum

⁶ FF 20xx xxxx

**Arrêté fédéral Ib
concernant le cadre financier
inscrit au supplément II au budget 2024**

Projet

du xx décembre 2024

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu l'art. 167 de la Constitution¹,
vu le message du Conseil fédéral du 20 septembre 2024²,
arrête:

Art. 1 Cadre financier ainsi qu'objectifs, indicateurs et valeurs cibles fixés
pour les groupes de prestations

Aucune modification n'est apportée au cadre financier, aux objectifs, aux indicateurs
et aux valeurs cibles, et aucune condition-cadre de l'utilisation des crédits n'est fixée.

Art. 2 Disposition finale

Le présent arrêté n'est pas soumis au référendum.

¹ RS 101

² Non publié dans la FF

Arrêté fédéral II concernant les prélèvements sur le fonds d'infrastructure ferroviaire pour l'année 2024

Projet

du xx décembre 2024

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu l'art. 4, al. 1, de la loi fédérale du 21 juin 2013¹ sur le fonds de financement de l'infrastructure ferroviaire,

vu le message du Conseil fédéral du 20 septembre 2024²,

arrête :

I

L'arrêté fédéral III du 11 décembre 2023³ concernant les prélèvements sur le fonds d'infrastructure ferroviaire pour l'année 2024 est modifié comme suit:

Art. 1, let. b

Les crédits budgétaires suivants sont approuvés pour l'exercice 2024 et prélevés sur le fonds d'infrastructure ferroviaire:

	francs
a. Maintien de la qualité de l'infrastructure ferroviaire	3 315 206 000

II

Le présent arrêté n'est pas soumis au référendum.

¹ RS 742.140

² Non publié dans la FF

³ FF 20XX XXXX